

JOÃO BERNARDO :

CRISE DES TRAVAILLEURS OU CRISE DU SYNDICALISME ?

[Dans cet article, je reviens sur certains thèmes développés dans les cours, séminaires et conférences que j'ai organisés au sein des organisations syndicales de la CUT¹ depuis 1994].

Au Brésil, une douzaine d'années ont suffi pour qu'un mouvement né de l'action spontanée et massive de la classe ouvrière change complètement de caractéristiques.

À la fin des années 1970, précisément au moment où la gauche brésilienne semblait avoir atteint un degré extrême de désorganisation, paralysée par ses erreurs et la violence de la répression étatique, les ouvriers des villes les plus industrialisées se sont lancés dans une flambée de grèves et ont complètement modifié les données du problème. L'initiative et les nouvelles formes d'organisation révélées dans la région de l'ABC² ont poussé le régime militaire à céder et à préparer la transition vers des gouvernements civils, et elles ont privé d'audience les anciens professionnels de la politique issus du populisme varguiste³. Tout cela sans disposer de locaux luxueux ni de grosses sommes d'argent.

¹ La Central Unica dos trabalhadores (Centrale unique des travailleurs) est le principal syndicat brésilien, fondé, entre autres, par Lula en 1983. Aussi étonnant que cela puisse paraître aujourd'hui, elle fut soutenue à l'époque par la... CFDT comme en témoigne cet article de Claude Roccati, «La CFDT et le mouvement syndical brésilien : origine et développement d'une expérience de solidarité internationale», *Cahiers des Amériques latines*, 83 | 2016, <https://journals.openedition.org/cal/4486> (NdT).

² Région industrielle de l'Etat de São Paulo, regroupant plusieurs villes importantes. Comme l'explique Ricardo Antunes : « [...] dans les années 1970/80, ce furent surtout les ouvriers métallurgistes qui constituèrent le noyau dur des luttes ouvrières, en particulier ceux de la ceinture industrielle de l'ABC pauliste, l'une des plus importantes du monde, une espèce de Détroit brésilien, où se forma en tant que leader Luiz Inácio Lula da Silva. Les trois grèves déclenchées dans l'ABC pauliste en 1978, 1979 et 1980 sont emblématiques de ce nouveau modèle de la lutte des classes à la sortie d'une difficile période de répression. Enfin réapparaissait une nouvelle phase de grèves dures, qui combinaient l'arrêt des activités à l'intérieur de l'usine, des actions collectives de masse et des affrontements dans les rues, comme en 1979 et en 1980; les ouvriers métallurgistes jouèrent, dans ces luttes, un rôle central » («Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil . Quelques défis passés et présents », *Actuel Marx*, 2007/2, n° 42 (NdT).

³ L'adjectif « varguiste » (certains auteurs préfèrent « gétuliste ») fait allusion au dictateur Vargas et aux courants se réclamant de son héritage : « La longue période pendant laquelle Getúlio Vargas resta au pouvoir (1930-45 et 1950-54) s'ouvrit par ce que l'on a appelé la « Révolution de 1930 », un mouvement politico-militaire qui fut plus qu'un coup d'État et moins qu'une révolution (bourgeoise). Ce mouvement et son projet économique industrialisant étaient portés par un État fort et centralisé, surtout après le coup d'État de l'Estado Novo, en 1937, qui lui donna une nette connotation dictatoriale et bonapartiste, et ce jusqu'en 1945, date à laquelle Vargas dut quitter le pouvoir à la suite d'un autre coup d'État. Réélu au suffrage universel en 1950, Vargas forma un gouvernement plus réformiste et moins dictatorial. [...] le gétulisme fut à l'initiative d'une législation du travail qui joua un rôle important dans la mise en œuvre du projet d'industrialisation. Depuis des décennies déjà, les travailleurs luttaient pour obtenir, entre autres, le droit aux congés, la réduction de la journée de travail,

Comment est-il possible qu'aujourd'hui, alors qu'ils possèdent des infrastructures matérielles et financières qui devraient faciliter leur action, les syndicalistes soient aussi désorientés et démobilisés ?

Il est curieux que certains dirigeants syndicaux rejettent la responsabilité de la situation sur le dos de la classe ouvrière, en l'accusant de s'être accommodée au capitalisme et de ne plus vouloir lutter contre ce système. J'ai même entendu la présidente d'un syndicat déclarer que la classe ouvrière n'existait plus – sans toutefois tirer les conséquences logiques de cette affirmation, puisque cette dame est toujours en fonction.

Mais est-ce vraiment la classe ouvrière qui est en crise ?

1

Quelle que soit sa forme, qu'il s'organise dans des institutions d'entraide, des syndicats, des comités sur le lieu de travail, des comités de quartier, ou qu'il occupe des terres, un mouvement actif repose toujours sur une participation commune. Dans de telles occasions, dynamisme et solidarité sont indissociables dans la pratique. Ces deux mots sont synonymes : l'égalitarisme et la solidarité communautaire sont générés par ces relations issues de la lutte, en totale opposition avec les relations caractéristiques de la société capitaliste.

Cependant, la structure syndicale – du moins telle qu'on la considère communément – a un caractère nettement corporatif, ce qui crée des obstacles au développement de n'importe quelle lutte et à sa généralisation à d'autres couches de travailleurs. Les fonds d'un syndicat sont employés exclusivement au sein d'une catégorie professionnelle et d'une région données, même si ces travailleurs, dans cette région, ne mènent aucune forme de lutte collective.

Et donc ces fonds doivent être rentabilisés, parce qu'ils ne sont pas consacrés à la solidarité immédiate avec les actions d'autres travailleurs, dans différentes régions du pays ou ailleurs dans le monde. La première étape consiste généralement à réaliser un investissement foncier, à acquérir des locaux, de préférence dans une rue où le terrain prend de la valeur. D'autres étapes suivront. L'alternative est simple. Soit tous les fonds syndicaux sont consacrés à la solidarité, soit ils sont utilisés de manière à ne pas perdre de leur valeur. Une structure fondée sur le modèle de l'entreprise conduit nécessairement au deuxième choix, à savoir transformer ces fonds en investissements capitalistes. Et cela suffit pour que les dirigeants syndicaux ne se contentent pas seulement de gérer la force de travail, de négocier avec les patrons et de collaborer à l'administration du marché du travail. Ils deviennent eux-mêmes des gestionnaires capitalistes, des gestionnaires d'investissements capitalistes.

Dans un livre⁴ publié il y a quelques années, j'ai essayé de montrer les dimensions énormes prises par le capitalisme syndical. Depuis lors, et partout dans le monde, les syndicats n'ont fait que se développer en tant qu'investisseurs et gestionnaires de capitaux. Aux États-Unis, l'ESOP (Employee Stock Ownership Plan, Plan d'acquisition d'actions par les salariés) s'est répandu : grâce à ce système, les syndicats persuadent les travailleurs d'accepter des limitations de salaire, ou de perdre des avantages sociaux ; en échange, les salariés reçoivent la propriété nominale d'actions, déposées dans un fonds géré partiellement ou entièrement par les représentants syndicaux.

Autrement dit, les sommes qui ne reviennent plus aux travailleurs génèrent un capital administré par les syndicats. En juin 1994, les États-Unis ont fourni le cas le plus significatif. Les syndicats d'United

un repos hebdomadaire rémunéré, le droit de grève et la liberté d'organisation. Vargas, en prenant en compte ces revendications portées par la lutte ouvrière, les fit passer pour un don aux travailleurs, assumant ainsi la forme d'un État providence. » Ricardo Antunus, op. cit. (NdT).

⁴ Il s'agit de *Capitalismo, gestores, sindicato* (Vertice, 1987). Depuis João Bernardo a écrit, avec Luciano Pereira, un autre livre sur le même sujet : *Capitalismo sindical*, Xama, 2008.

Airlines, deuxième compagnie aérienne du pays, ont offert des concessions en matière de salaires et de normes de travail évaluées à près de 5 milliards de dollars ; en retour, ils ont reçu 55 % des actions de la compagnie et trois sièges au conseil d'administration. Ce système correspond, dans de très nombreuses entreprises en Russie et dans d'autres pays d'Europe de l'Est, à l'acquisition par les travailleurs d'énormes lots d'actions, qui sont en partie sous le contrôle des syndicats.

En Russie, les privatisations ont globalement abouti à deux résultats : un nombre considérable de sociétés industrielles, financières et commerciales sont passées aux mains du crime organisé, qui détient également des participations minoritaires dans de nombreuses autres entreprises ; quant au reste des grandes et moyennes entreprises, elles sont contrôlées par une alliance entre leurs dirigeants et ceux des syndicats, alliance approuvée par la base des travailleurs, qui espèrent ainsi réduire le nombre de licenciements. Ce qui s'est passé en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid est également significatif. Non seulement certains des plus importants dirigeants syndicaux sont devenus des entrepreneurs, mais la centrale syndicale elle-même a créé un organisme destiné à réaliser des investissements, en association avec des capitalistes privés. La capacité financière des fonds de pension et autres institutions similaires, qui dans de nombreux cas dépendent directement ou indirectement des syndicats, est beaucoup plus importante à l'échelle mondiale.

Ces situations extrêmes, qui sont aujourd'hui courantes dans de nombreux pays, résultent de processus qui ont toujours eu pour origine la nécessité de rentabiliser des fonds qui n'étaient pas immédiatement utilisés pour la solidarité. Le chemin peut sembler long de l'achat d'un immeuble à l'acquisition d'une compagnie aérienne colossale, ou à la participation systématique au contrôle des principales sociétés d'un pays, mais ces actes suivent la même logique et font partie d'une seule et même séquence. Le capitalisme syndical est un effet inévitable du corporatisme, et, une fois que le processus a commencé, il ne peut être arrêté.

2

Lorsque les syndicats se comportent comme une institution capitaliste, il est normal que les ouvriers les considèrent comme de simples prestataires de services et comparent ces derniers à ceux fournis par les entreprises. Il n'y a aucune raison d'accuser ces travailleurs d'avoir un comportement réactionnaire. Au contraire, ils réagissent de manière salutaire : ils prennent à la lettre le comportement des syndicats et font pression sur eux pour qu'ils dévoilent mieux leurs fonctions réelles. Au lieu de se battre contre les directions des entreprises, les chefs syndicaux leur font souvent concurrence sur le même marché des services. En fait, la perception de cette identité d'intérêts est si forte qu'au Brésil, par exemple, les salariés de la CUT appartiennent au même syndicat que ceux employés par les organismes patronaux. Il est intéressant de constater que la CUT et les fédérations patronales des différents États du Brésil occupent la même place dans cet organigramme.

Mais comment les syndicats peuvent-ils rivaliser avec les entreprises les plus avancées ? Il n'est donc pas étonnant que de nombreux travailleurs préfèrent les services gérés par les patrons à ceux administrés par les syndicats. Ils obéissent ainsi à la logique de marché dans laquelle le syndicalisme corporatiste les invite à se placer.

3

En fait, la situation des syndicats en concurrence avec les entreprises est encore pire, parce qu'ils restent attachés à un fonctionnement interne très hiérarchisé, alors que les employeurs les plus modernes organisent le personnel selon le toyotisme et d'autres formes efficaces de démocratie manipulatrice.

Les syndicats sont une structure bureaucratique depuis leur apparition au XIX^e siècle. C'est d'ailleurs ce qui les distingue d'autres types d'organisations ouvrières, qui apparues par la suite, comme les conseils ouvriers et les organisations créées sur le lieu de travail. Dans sa forme classique, le syndicalisme est né à une époque où l'écrasante majorité des ouvriers d'industrie avaient très récemment quitté le milieu rural et ignoraient tout des systèmes d'administration capitalistes et de la vie urbaine elle-même ; ils étaient donc incapables de gérer leurs propres processus revendicatifs. Dans ces circonstances, les travailleurs ont dû déléguer aveuglément la direction tactique et stratégique des luttes aux plus expérimentés, ou aux plus énergiques et aux plus audacieux. Au sein du mouvement ouvrier, cela a produit une couche de dirigeants qui se sont inévitablement bureaucratisés, parce que peu de leurs collègues avaient les capacités de les remplacer et que la base ne savait pas contrôler leur activité.

Mais l'existence d'une bureaucratie ne signifie pas nécessairement qu'elle pourra collaborer avec le capitalisme. Dans les pays moins développés et, en général, dans toutes les situations historiques où la croissance économique est bloquée, les grèves sont considérées comme une affaire de police et non comme un problème social. Dans ces cas-là, au lieu de chercher à récupérer les conflits et à intégrer les dirigeants ouvriers, mécanisme de base de la plus-value relative⁵, les patrons recourent à la répression pure et simple, dans le cadre de laquelle le capitalisme ne pourra jamais surmonter la situation de la plus-value absolue, et ils reproduisent ainsi le cercle vicieux des actions répressives.

Et ces travailleurs plus expérimentés et plus audacieux qui sont à la tête des revendications, bien qu'ils se définissent sociologiquement comme une bureaucratie, sont surtout, sur le plan politique, victimes d'emprisonnements, de passages à tabac et d'assassinats. Les souvenirs de Juan García Oliver, *El Eco de los Pasos*⁶, illustrent magnifiquement cette ambiguïté, qui s'éclaircira, avec des résultats catastrophiques, à travers les actions des dirigeants de la CNT-FAI pendant la guerre civile espagnole.

Quiconque est incapable d'analyser ces phénomènes autrement qu'avec les yeux de la compassion ou de la gloire ne réussira jamais à comprendre qu'une bureaucratie peut décider de se sacrifier, plutôt que de se vautrer dans l'opportunisme de la cooptation, sans cesser pour autant d'être une bureaucratie.

4

Le développement des machines a permis d'exploiter sans limite l'effort musculaire. Depuis lors, non seulement la force physique des travailleurs a été de plus en plus exploitée mais également la composante intellectuelle de leur activité. Le capitalisme contemporain s'est approprié en profondeur toutes les facettes de la vie et est devenu un système absolument englobant et totalitaire.

⁵ « Prolonger la journée de travail au-delà du temps nécessaire de l'ouvrier pour fournir un équivalent de son entretien et allouer ce surtravail au capital : voilà la production de plus-value absolue. Elle forme la base générale du système capitaliste et le point de départ de la production de la plus-value relative. Là la journée est déjà divisée en deux parties, travail nécessaire et surtravail. Afin de prolonger le surtravail, le travail nécessaire est raccourci par des méthodes qui font produire l'équivalent du salaire en moins de temps. La production de plus-value absolue n'affecte pas la durée du travail, la production de plus-value relative en transforme entièrement les procédés techniques et les combinaisons sociales. Elle se développe donc avec le mode de production capitaliste proprement dit. » (Marx, *Le Capital*, livre 1.) L'accroissement de la plus-value absolue repose sur la prolongation de la journée de travail, la réduction des salaires réels et l'abaissement du minimum vital. L'accroissement de la plus-value relative repose sur l'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail sans augmentation proportionnelle du salaire (*NdT*).

⁶ *L'Echo des pas*, Le Coquelicot, 2014.

Pendant longtemps, le mouvement ouvrier a lutté contre la tendance des capitalistes à réduire les travailleurs à des instruments mécaniques ou à des annexes des machines. Pour surmonter leur condition unidimensionnelle, les travailleurs ont déployé des efforts permanents, ce qui s'est traduit par une longue création d'associations culturelles et récréatives. Aujourd'hui, la situation semble différente, parce que le discours dominant affirme que les individus n'ont plus seulement une dimension immédiatement productive, mais aussi une multiplicité d'autres facettes. Il n'est pas surprenant que les journalistes, et les universitaires qui imitent les journalistes, insistent maintenant sur cette découverte tardive. En effet, durant l'énorme expansion qu'il a connue au cours des vingt dernières années, depuis qu'il a surmonté la crise de 1974, le capitalisme est obligé de stimuler – et en même temps de conditionner – l'activité intellectuelle des travailleurs, afin d'en faire un meilleur usage grâce à l'électronique et à l'informatique. Le travailleur unidimensionnel n'est déjà plus rentable pour le capitalisme évolué, qui doit exploiter la pluri-dimensionnalité dont la personne humaine est capable. Du point de vue économique, la plus-value relative a donc énormément progressé, inaugurant ainsi un nouveau cycle élargi de valorisation du capital. Et, du point de vue social, la classe ouvrière a effectué un bond en avant considérable, en entrant dans une nouvelle étape organique.

Les antagonismes internes du capitalisme se sont développés de la même manière. Lorsque les travailleurs veulent comprendre les mécanismes économiques, ils sont parfaitement capables de les analyser et de les gérer. Le contrôle de la gestion est le défi que pose aujourd'hui le processus d'exploitation dans les formes les plus avancées du capitalisme. Alors qu'ils commencent à savoir administrer des systèmes productifs, les travailleurs se sont donc également avérés capables d'orienter et de mener leurs propres luttes. Et ils l'ont fait à de nombreuses reprises, pendant la vague croissante d'initiatives autonomes qui s'est répandue dans le monde entier du début des années 1960 jusqu'à la fin de la décennie suivante.

Ensuite, et pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, les travailleurs, au lieu de limiter leurs revendications à la sphère des rapports de propriété, ont commencé à affirmer, dans la pratique, le contrôle de leurs luttes. Ils ont exigé le contrôle de l'activité productive, cherchant ainsi à modifier leurs propres rapports de production. Il est curieux que, à l'époque, ce mouvement se soit vu attribuer l'étiquette de «grèves sauvages». Décidées en dehors des mécanismes participatifs des syndicats et menées par la base elle-même, en dehors des appareils syndicaux, ces luttes ne pouvaient être considérées comme «sauvages» que par les tenants de la civilisation syndicale et patronale.

La crise des syndicats, dont beaucoup pensent aujourd'hui qu'elle est motivée par la propagation du néolibéralisme, a en fait commencé bien avant et est due aux mouvements autonomes. La classe ouvrière a montré qu'elle avait atteint un stade de formation qui lui permettait de se passer d'une direction totalement bureaucratisée.

Le capitalisme en a tiré les enseignements et s'est mis à exploiter, en plus de l'activité musculaire et cérébrale des travailleurs, leur capacité de gestion et même leur solidarité. Les formes d'administration des entreprises actuelles (que l'on regroupe aujourd'hui sous le nom générique de toyotisme) ne sont rien d'autre que la récupération capitaliste de l'activité intellectuelle et de la capacité de décision collective dont les travailleurs ont fait preuve, dans la pratique, pendant la vague de luttes autonomes. Si ces combats ont créé le cadre social dans lequel la crise économique de 1974 a pu se déclencher, les capitalistes ont assimilé les grands thèmes de l'autonomie, permettant ainsi l'ouverture d'une nouvelle phase dans le processus d'exploitation.

Les syndicats n'ont pas réussi à suivre ce rythme du capitalisme avancé. Ils restent prisonniers de leur structure d'origine, quand seul l'effort musculaire du prolétariat était exploité et que ses capacités de raisonnement ne manifestaient uniquement en dehors du cadre du Capital et de ses luttes.

Dans une situation où les capacités intellectuelles et organisationnelles des travailleurs sont exploitées à fond par le Capital, la structure interne des syndicats apparaît ultra-hiérarchisée et autoritaire. Autrement dit, irrémédiablement archaïque.

Le problème de la crise du syndicalisme dans des pays comme le Brésil, où les syndicats conservent encore une dimension revendicative, doit être placé dans ce contexte.

Les syndicats se retrouvent face à une crise de leurs objectifs :

- soit ils se transforment complètement en de simples administrateurs des investissements capitalistes, des fonds de pension et d'autres services ;
- soit ils veulent continuer à jouer un rôle dans les luttes des travailleurs.

Au Brésil, la contradiction entre ces deux aspects est désormais trop profonde pour qu'on puisse les combiner dans un double discours démagogique. La crise actuelle traduit la crise de ce double discours. Et elle est d'autant plus grave que – contrairement à ce que beaucoup pensent – elle ne correspond ni à un déclin de la classe ouvrière, ni à la disparition du rôle central occupé par l'exploitation.

La classe ouvrière est en expansion. Au cours des dernières décennies, plusieurs catégories professionnelles ont été massivement prolétarisées comme jamais auparavant :

- ou bien elles appartenaient à l'échelon inférieur des gestionnaires⁷, comme c'est notamment le cas des employés de bureau ;
- ou alors il s'agissait de professions libérales, surtout parmi les médecins et les enseignants ;
- ou enfin, elles faisaient partie de formes économiques de type familial, à savoir les employés du petit commerce de détail.

Il convient de préciser que le processus de prolétarianisation n'a pas transformé toutes ces personnes en prolétaires. Un changement est d'abord intervenu dans les méthodes et la discipline du travail, qui se sont calquées sur celles des usines. Les hiérarchies sociales ont été réorganisées au sein de ces branches d'activité, selon un modèle purement capitaliste. La grande majorité de ces professionnels sont devenus des prolétaires, des travailleurs productifs ; le reste d'entre eux (généralement, des gestionnaires, des administrateurs, et plus rarement des propriétaires privés) assurent leur suprématie en tant que capitalistes.

Il est vrai que plusieurs auteurs, prétendant utiliser de manière orthodoxe certains concepts du marxisme, ne considèrent pas les travailleurs des professions récemment prolétarisées comme productifs. Mais le caractère productif ou improductif d'une activité donnée ne concerne en rien son produit concret

⁷ Dans sa préface au livre de João Bernardo *Economia dos conflitos sociais* (Economie des conflits sociaux, 2009) Mauricio Tragtenberg définit les *gestores* (gestionnaires) en ces termes : «*La classe bourgeoise est définie à partir d'une perspective décentralisée, c'est-à-dire, en fonction de chaque unité économique dans son microcosme. La classe des gestionnaires, en revanche, a une portée plus universalisatrice et est définie en fonction des unités économiques reliées à l'ensemble du processus. Toutes deux s'approprient la plus-value ; toutes deux contrôlent et organisent les processus de travail ; toutes deux garantissent le système d'exploitation et occupent une position antagoniste face à la classe ouvrière. Mais la classe bourgeoise et celle des gestionnaires diffèrent de plusieurs façons: 1) par les rôles qu'elles jouent dans le mode de production; 2) par les superstructures juridiques et idéologiques qui leur correspondent ; 3) par leurs origines historiques différentes ; 4) par leur évolutions historiques différentes. Alors que la classe bourgeoise organise des processus particularisés visant à sa reproduction à un niveau microcosmique, la classe des gestionnaires organise ces processus particularisés en les reliant à un fonctionnement économique mondial et transnational. Il convient également d'ajouter que, pour l'auteur, la classe des gestionnaires tente parfois de se faire passer pour une classe non capitaliste, mais il ne s'agit que d'une apparence.*» (NdT.)

– ni la matérialité éventuelle de ce produit, ni la place qu’il peut occuper dans la circulation de l’ensemble des objets économiques.

La catégorie du *travail productif* ne se réfère pas aux produits, mais au travail lui-même en tant que processus. C’est le type de rapport social dans lequel s’insère une personne, du point de vue de la perte ou de la détention du contrôle sur le temps de travail et les décisions économiques, qui définit son travail comme productif ou improductif. Comme les branches professionnelles récemment prolétarisées obéissent à des formes d’organisation identiques en tous points à celles qui prévalent dans les usines, la grande majorité de leurs membres sont des travailleurs productifs, tandis que les autres s’intègrent parmi les capitalistes, puisqu’ils rejoignent les niveaux hiérarchiques supérieurs.

Il n’y a pas si longtemps encore, le capitalisme était le mode de production dominant au sein des formations économiques et sociales intégrées qui incluaient, de façon subsidiaire, d’autres systèmes d’exploitation. Mais aujourd’hui, le capitalisme est, dans presque tous les pays, le mode de production exclusif. La classe ouvrière a ainsi atteint une expansion sans précédent.

7

Cela signifie que l’exploitation est un mécanisme de plus en plus central dans l’ensemble de la vie économique.

Certes, d’innombrables auteurs prétendent le contraire – leur liste est tellement longue qu’il est inutile de les citer. On trouve leurs idées partout, des mémoires universitaires aux suppléments dominicaux des quotidiens. Curieusement, ils sont presque tous issus de ce que l’on appelait autrefois la gauche⁸. Du temps des régimes de type soviétique, ce courant politique ignorait que l’État et l’économie d’État font partie intégrante des mécanismes de la valeur et, par conséquent, du capital ; aujourd’hui, les mêmes, s’inclinant devant le Mur des lamentations des repentis, ignorent également les aspects inhérents à la plus-value relative, à la valorisation croissante du capital. Ces docteurs de seconde main affirment que le travail tend à disparaître, en raison de l’augmentation des loisirs.

En réalité, l’horaire formel de travail s’est réduit au fur et à mesure que le capitalisme se développait – une présentation plus exacte si on l’exprime de cette façon. Grâce à ses luttes, la classe ouvrière a forcé les patrons à réduire le nombre d’heures de travail et les capitalistes ont donc réagi en augmentant la productivité. C’est précisément l’un des rouages fondamentaux de la plus-value relative, qui ne fait que renforcer ce mode de production, sans le remettre nullement en cause.

La réduction des horaires de travail a été accompagnée par une augmentation de la productivité, parce que, dans le même temps, l’intensité du travail à l’intérieur des limites d’une journée, la complexité des opérations et la polyvalence de chaque salarié ont augmenté.

Pour décrire ce processus, on peut utiliser les variations d’un triangle isocèle, dans lequel la journée de travail est représentée par l’extension du côté différent et le taux d’exploitation par l’extension de la bissectrice de l’angle opposé. Plus les points extrêmes du côté représentant les heures de travail se rapprochent, plus la longueur des deux autres côtés du triangle isocèle augmente, allongeant ainsi la ligne de la bissectrice.

Cependant, une force de travail capable d’avoir une activité plus intense, de se livrer à des opérations plus complexes et d’assurer une polyvalence croissante, exige des qualifications toujours plus grandes, qui ne peuvent être obtenues qu’en dehors des heures de travail. Cette main-d’œuvre a également besoin

⁸ Cf. notamment l’article de João Bernardo : «Manifeste sur la gauche et les gauches. Pour quelle raison la gauche actuelle continue-t-elle à utiliser ce nom ?» (2014)

<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2548> et d’autres textes du même auteur dans le livre collectif : *La Gauche identitaire contre la classe : aux sources d’une régression*, NPNF, 2017.

d'une période de repos plus longue afin de reconstituer ses capacités. Ces deux exigences font que les loisirs, en même temps qu'ils augmentent, s'intègrent complètement dans le cadre du capitalisme.

Quand l'exploitation se concentrait principalement sur la composante musculaire de l'activité du travailleur, pendant les heures que celui-ci passait en dehors de l'usine, il était aussi, dans la plupart des cas, en dehors du capitalisme. En effet, il n'utilisait pas son temps de loisir pour acquérir de nouvelles compétences professionnelles ; de plus, les dépenses de loisirs les plus représentatives se déroulaient dans des tavernes qui obéissaient à une économie de type domestique. Ces situations sont désormais dépassées et le concept de loisirs a complètement changé.

Il va sans dire que, dans le capitalisme développé, les dépenses engagées en dehors des heures de travail profitent directement aux capitalistes. Les loisirs sont devenus un marché colossal. Mais du point de vue économique, un autre aspect est encore plus important. De nos jours, les objets récréatifs, loués ou mis en vente, sont eux-mêmes non seulement une opportunité de loisirs, mais aussi un outil de la formation professionnelle. Le capitalisme contemporain a remporté un succès sans précédent en introduisant une nouvelle technologie – l'ordinateur et ses applications – de manière généralisée, en très peu de temps, et sans susciter initialement l'hostilité des travailleurs. Il y est parvenu parce qu'il a massivement diffusé des ordinateurs, gratuitement, dans de nombreuses écoles, et qu'il a diffusé des jeux électroniques, à bas prix de location, dans des centres de loisirs. Il ne s'agit plus de loisirs, mais d'une production planifiée qui touche la force de travail. Dans ces circonstances, ce que l'on appelle les loisirs est un élément aussi essentiel au capitalisme que la journée de travail officielle.

En bref, non seulement l'intensité et la complexité du travail ont augmenté, mais il faut également considérer que des activités auparavant exclues du contrôle direct du capital sont désormais intégrées dans le processus de travail – dans le processus de production de la force de travail. En fin de compte, la diminution apparente des horaires formels de travail a, au contraire, eu pour effet de diluer les frontières qui séparaient auparavant le temps des loisirs et celui du travail.

8

De leur sac d'arguments, les auteurs qui proclament le déclin du travail dans la société actuelle extraient aussi le fameux remplacement de l'homme par la machine.

Bien sûr, l'augmentation de la productivité, condition du développement capitaliste, nécessite d'accroître le nombre de machines et d'en inventer sans cesse de nouvelles. Mais ces deux processus existent depuis le début de ce mode de production, et ils continuent aujourd'hui.

Premièrement, il faut souligner que l'introduction de nouvelles machines n'a pas pour effet mécanique de diminuer la force de travail, parce que la main-d'œuvre rendue inutile dans les anciennes branches d'activité est orientée vers l'ouverture de nouvelles branches. Aujourd'hui, c'est particulièrement le cas dans le secteur des services, où l'automatisation en est encore à ses débuts.

Deuxièmement, la technologie innovatrice, tout en réduisant le nombre de professionnels dans cette branche, exige de nouvelles qualifications pour les travailleurs qui restent employés dans ce secteur. Les machines ne remplacent pas les êtres humains, parce qu'elles ne peuvent fonctionner correctement sans que des individus aient appris à s'en occuper. Au lieu de devenir inutile, une force de travail plus qualifiée devient indispensable.

Parce que General Motors ne l'a pas compris, l'entreprise a gaspillé seize milliards de dollars sur les quatre-vingt milliards qu'elle a dépensés tout au long des années 1980 pour moderniser sa technologie. Elle a cru pouvoir remplacer une partie des travailleurs par des machines, sans augmenter les qualifications de ses salariés. Les résultats ont été catastrophiques : les chaînes de montage s'arrêtaient constamment ; des pannes survenaient sans que personne ne sache les résoudre ; des robots se détruisaient mutuellement, comme dans un scénario que Kafka aurait écrit en collaboration avec les

Marx Brothers. General Motors a dû créer une unité de production avec Toyota, mais l'administration en a été confiée entièrement aux Japonais, de sorte que l'entreprise américaine a finalement compris que l'automatisation ne pouvait être efficace que si les travailleurs y avaient été préalablement préparés.

Même lorsqu'il s'agit d'introduire des robots, l'aspect décisif réside dans la qualification du personnel. C'est la règle d'or de la gestion des entreprises. «*La leçon a coûté cher, mais General Motors a finalement appris que son atout le plus important et le plus précieux n'était pas les robots, mais sa propre force de travail.*» Cette citation est extraite d'un article paru dans *The Economist* le 10 août 1991, hebdomadaire au pedigree insoupçonnable et aux références capitalistes impeccables.

9

Le raisonnement des auteurs qui considèrent que le travail perd de son importance devient particulièrement sinistre lorsqu'ils invoquent l'argument du chômage. Certains osent même présenter cette situation comme un moyen pour l'homme de s'émanciper du travail. Que l'on puisse régulièrement écrire de telles inepties avec un succès apparent, et l'affirmer devant des parterres d'universitaires réjouis dévoile l'impudence de ces milieux. Il est dommage que de telles conférences ne se tiennent pas devant des assemblées de chômeurs. S'ils continuent dans cette voie, ces universitaires affirmeront bientôt que les SDF, qui dorment en plein air dans tant de villes du monde, ont découvert les plaisirs naturistes du camping ! Il est totalement stupide de penser qu'un chômeur dépasse la logique du productivisme, alors qu'il est la victime la plus immédiate de cette logique.

Ce n'est pas seulement l'arrogance du milieu universitaire qui s'exprime ainsi, mais sa futilité actuelle, son incapacité à prendre au sérieux les questions de notre temps. J'ignore si, dans les années 1930, lorsque le chômage atteignit des dimensions très graves, il s'est trouvé un seul économiste ou sociologue pour en conclure que le paradis d'un monde sans travail avait enfin été atteint. Il me semble, au contraire, que les universitaires tentèrent alors de trouver des solutions au problème en fonction de leurs différentes convictions politiques.

Cependant, contrairement à ce qui s'est passé lors de la crise des années 1930, dans les circonstances actuelles, la grande majorité de ceux que les statisticiens qualifient de chômeurs maintiennent fréquemment une activité professionnelle, mais dans la sous-traitance ou l'économie informelle. La croissance des modalités économiques non officielles est l'une des caractéristiques les plus significatives de la société contemporaine, et ceux qui ne trouvent pas une place durable dans l'économie officielle sont relégués à cette sphère.

Le problème n'est pas tant, en somme, celui du chômage, que celui de la précarisation du travail. En termes simples, le capitalisme, lorsqu'il progresse vers des stades plus élevés de plus-value relative, détache des couches de travailleurs pour créer des secteurs annexes qui produisent de la plus-value absolue. Les sous-traitants et les travailleurs au noir qui sont les victimes privilégiées de la dégradation des conditions de travail et de leur précarité, de l'emploi à temps partiel et, enfin, du chômage réel. Et cette situation a mis la pression sur la classe ouvrière pour qu'elle accepte la grande restructuration en cours. La menace d'être exclu de la stabilité professionnelle, privé de retraite et souvent de Sécurité sociale, est l'un des chantages les plus efficaces. La précarisation du travail, présentée comme du chômage, aide le capitalisme à augmenter considérablement les possibilités d'exploiter la classe ouvrière et à s'approprier les vingt-quatre heures de la vie de chaque salarié.

On trouve aussi une multitude de sociologues qui, tout en admettant peut-être l'existence des mécanismes d'exploitation, affirment qu'il n'y aurait plus de classe ouvrière.

Ils auraient raison s'ils affirmaient que l'ancienne «classe ouvrière» a été remodelée, en interne, à cause des nouvelles qualifications requises par la technologie électronique, et qu'elle s'est diluée, en externe, grâce à la prolétarisation de diverses catégories professionnelles. Mais la culture ouvrière qui a ainsi disparu n'est pas la seule que cette classe ait connue tout au long de son histoire. Cette culture s'est forgée à l'échelle universelle au cours des grandes luttes qui se sont déroulées entre les deux dernières années de la première guerre mondiale et le début de la Seconde.

Cette culture remonte à l'image du prolétaire que les gens de ma génération en sont venus à considérer comme la norme. Nous ne devons cependant pas oublier que cette culture et ce comportement ne se sont pas imposés sans rencontrer une profonde résistance de la part des ouvriers traditionnels. Il suffit de se souvenir que les travailleurs qualifiés nord-américains, organisés au sein de l'American Federation of Labor (AFL⁹), refusèrent d'accepter la syndicalisation des couches prolétarisées les plus récentes. Celles-ci se tournèrent d'abord vers les Industrial Workers of the World (IWW¹⁰), à l'orientation révolutionnaire, puis vers le Congress of Industrial Organization (CIO¹¹), à l'orientation réformiste.

La culture ouvrière qui s'est répandue dans le monde entier entre les deux grandes guerres en a remplacé une autre, qui s'était développée à l'époque de la Seconde Internationale dans les pays capitalistes les plus évolués. Et cette culture, à son tour, avait pris la place de celle des prolétaires qui avaient affirmé leur physionomie durant la grande vague de conflits et de guerres civiles qui, entre 1846 et 1849, avaient agité toute l'Europe, de la Pologne au Portugal, de l'Angleterre et de l'Irlande au sud de l'Italie.

Aujourd'hui, nous n'avons pas à dire adieu à la classe ouvrière, mais seulement adieu à une certaine culture, historiquement déterminée, et nous devons saluer l'émergence d'une autre culture, en gestation dans une classe encore plus vaste et victime d'une exploitation encore plus intensive.

⁹ AFL, créé en 1886, ce syndicat corporatiste et toujours très « modéré » politiquement fusionna en 1955 avec le CIO pour donner l'AFL-CIO. A l'époque l'AFL avait 10 millions de membres et le CIO 5 millions. Sur le rôle politique des syndicats aux Etats-Unis on pourra lire en ligne l'article de L.A. Dale, (1962), « Le rôle politique des syndicats aux États-Unis : les syndicats dans la vie américaine » *Relations industrielles / Industrial Relations*, n° 17 (4) (NdT).

¹⁰ IWW : syndicat créé aux Etats-Unis en 1905 qui atteignit son apogée en 1924 avec 100 000 membres. En raison de leur opposition à la première guerre mondiale et de leurs positions radicales sur de nombreuses questions (y compris la lutte contre le racisme), les IWW furent victimes d'une répression tellement féroce qu'ils ne comptaient plus que 10 000 membres en 1930 (NdT).

¹¹ CIO : scission de l'AFL en 1938. Avant de scissionner, ses fondateurs, favorables à l'organisation en syndicats d'industrie plutôt que de métier, animèrent des grèves importantes et victorieuses en 1936-1937 dans les usines de la General Motors dans le Michigan puis dans les usines de l'US Steel, ainsi qu'à Detroit. Proche du Parti démocrate elle accueillit jusqu'en 1947 de nombreux militants du Parti communiste américain qu'elle exclut lors de l'adoption de la loi Taft-Hartley qui interdisait aux dirigeants syndicaux d'être membres du PC (NdT).

Face à une classe ouvrière en expansion et face à l'exploitation qui constitue le mécanisme central de toute la vie sociale, la crise des syndicats devient flagrante. Les directions syndicales n'ont pas su répondre aux problèmes urgents rencontrés par les salariés, ni accompagner les nouveaux cadres de lutte dans lesquels les travailleurs ont agi.

C'est face aux grandes entreprises multinationales que le syndicalisme a rencontré son plus grave échec. Les secteurs dynamiques de l'économie sont désormais complètement transnationalisés, tandis que les syndicats continuent à fonctionner dans une optique strictement corporatiste et que leurs organisations ne dépassent pas les frontières nationales. Les fédérations syndicales internationales ne sont que des agences bureaucratiques qui n'ont jamais coordonné la moindre lutte, pas même une action revendicative, visant l'ensemble d'une multinationale, de son siège social à ses filiales. De toutes les commissions syndicales, celles des relations internationales sont certainement les plus sclérosées et sujettes à la corruption. Elles servent à payer les voyages des dirigeants et autres majordomes syndicaux. Tant que les salariés continueront être divisés par des secteurs d'activité et des frontières nationales, il n'est pas difficile de prévoir qui remportera la victoire dans la lutte entre les travailleurs et le capitalisme supranational.

Dans les circonstances actuelles, la question de la sous-traitance et de la précarisation du travail a représenté un autre échec très important des syndicats. Leurs dirigeants se limitent au mieux à négocier avec les patrons le pourcentage de personnel qui sera retiré de l'emploi stable dans le secteur officiel, plutôt que de chercher à organiser les salariés des sous-traitants et les chômeurs.

De plus, il suffit de rappeler que les syndicats eux-mêmes ont externalisé un grand nombre de leurs anciens employés et ont systématiquement recours à la sous-traitance pour deviner quelle est leur position en la matière. Les syndicats pourraient enfin donner une connotation positive à leurs prestations de services en les utilisant comme un cadre pour mobiliser leurs adhérents qui sont dispersés par le travail précaire et ceux qui sont effectivement au chômage, mais rien ne semble être fait à ce sujet.

Dans la mesure où la syndicalisation va souvent de pair avec la stabilité de l'emploi, les syndiqués eux-mêmes sont souvent réticents à défendre ceux qui sont condamnés à une activité incertaine et ne prennent pas leur carte. Dans ce cas, les syndicats renforcent les privilèges et les divisions entre les travailleurs. Si l'on se rappelle ce qui s'est passé lors de la crise économique des années 1930, on constate que, dans plusieurs pays, l'organisation des chômeurs a joué un rôle décisif – mais dans la propagation du fascisme. C'est ce qui devrait nous amener à réfléchir aujourd'hui, alors que la xénophobie et le racisme font rage, précisément sous prétexte de chômage. La situation est peut-être encore plus grave dans les pays où la précarité du travail touche principalement la main-d'œuvre immigrée, car alors la séparation entre syndiqués et non-syndiqués peut être considérée comme une division ethnique et stimuler le racisme.

Les luttes dans la fonction publique ont aussi dévoilé l'incapacité des syndicats à définir une orientation positive. Le capitaliste, en l'occurrence l'État en tant que patron et administrateur, ne pourrait être efficacement remis en cause que si la prestation de services était bouleversée, notamment en altérant ses hiérarchies et ses priorités. Mais cela exigerait, d'une part, que les syndicats de la fonction publique collaborent fraternellement avec les organisations d'usagers, ce qui n'est pas le cas parce qu'ils sont totalement corporatistes ; et, d'autre part, qu'ils soient prêts à attaquer radicalement l'État en tant que patron, ce qui n'arrivera pas parce que leur objectif est seulement d'obtenir quelques pour cent d'augmentation, et que, pour cela, ils préfèrent le dialogue à la confrontation. En se concentrant exclusivement sur cette éventuelle augmentation minimale, les directions syndicales entretiennent un climat de friction et d'hostilité entre les fonctionnaires et les usagers, c'est-à-dire principalement entre deux catégories de travailleurs.

Les syndicats n'ont pas non plus été en mesure d'agir dans les nouveaux cadres de lutte.

On entend souvent dire que les luttes de la classe ouvrière sont terminées, ou ont perdu leur vitalité, et que d'autres mouvements ont émergé, dirigés par exemple contre le racisme ou les discriminations sexuelles.

Il est vrai que le racisme, le sexisme ou l'homophobie peuvent affecter autant les travailleurs que les capitalistes et, en ce sens, donner naissance à des mouvements «supraclassistes» (qui se prétendent au-dessus des classes). Mais – et malheureusement – les capitalistes ont montré que, dans leur milieu social, ils savent résoudre ces problèmes beaucoup plus rapidement que les travailleurs. Lorsqu'une femme, ou une personne dont la couleur de peau est méprisée, ou un homosexuel parviennent à s'élever au rang des élites, ils sont rapidement intégrés et les barrières s'atténuent ou disparaissent.

Ces personnes ressentent tout le poids de ces discriminations tant qu'ils restent dans la classe ouvrière, et parfois plus encore dans leurs couches les plus mal payées. Et ainsi, curieusement, la cohésion dont les capitalistes ont su se doter limite substantiellement le caractère supraclassiste des mouvements contre les discriminations sexuelles et raciales.

Le racisme et le sexisme sont particulièrement aigus dans les milieux populaires et doivent être combattus avant tout dans ces milieux. La classe ouvrière s'est mondialisée et la population des continents asiatique et africain, où prédominaient autrefois des régimes économiques précapitalistes, bien que subordonnés au Capital, est aujourd'hui largement prolétarisée. En outre, la classe ouvrière a intégré de nouvelles catégories professionnelles, dans lesquelles la participation des femmes est très importante. Il nous faut respecter la pluralité des comportements et en même temps créer un cadre culturel commun ou, plus exactement, faire naître une culture ouvrière qui s'affirme précisément dans la multiplicité harmonieuse des comportements. Sans cela, nous ne pourrions pas renouveler la lutte contre le capitalisme. Les travailleurs ont besoin de reconstruire leur cohésion et c'est en ce sens qu'une nouvelle culture est en train de naître. Comme les précédentes, elle ne s'imposera pas pacifiquement. Les classes n'existent que dans une relation antagoniste, seule la lutte les rend réelles.

La classe ouvrière s'est formée et se réorganise en permanence dans sa confrontation avec le Capital, non seulement contre ses manifestations extérieures, mais aussi contre les façons dont le Capital s'exprime parmi les travailleurs eux-mêmes. La nouvelle cohésion de la classe exploitée ne se réalisera que par des luttes multimodales, qui seront menées en grande partie en son sein. Et le mouvement contre les discriminations raciales et sexuelles est un aspect fondamental de ce processus. Pour cette raison, et contrairement à ce que l'on prétend généralement, ces mouvements ne sont pas extérieurs à la classe ouvrière. Ils ont de profondes répercussions dans la construction d'une nouvelle solidarité de classe et, par conséquent, dans la contestation du capitalisme.

Il est curieux de constater que, dans le monde entier, les principaux médias présentent la multiplication des épisodes racistes comme s'ils voulaient les stimuler ou, du moins, les faire accepter comme une composante nécessaire, quoique désagréable, de la société actuelle. On souligne sans cesse les agressions et les massacres ethniques et, en même temps, on sous-estime, voire on dissimule d'importantes manifestations contre la xénophobie. La dénaturation de l'information devient encore plus intéressante lorsque les cas de dépassement du racisme sont décrits dans une perspective raciste.

Ce fut le cas lors des grandes émeutes de la fin avril et du début mai 1992 à Los Angeles, précipitées par l'acquittement des quatre policiers responsables du passage à tabac de Rodney King. Les médias présentèrent comme une manifestation raciale ce qui, en réalité, démontrait le dépassement des frontières ethniques, puisque des personnes de toutes origines participèrent aux troubles et aux pillages. Plus significatif encore est le fait que les journalistes et les commentateurs dissimulèrent une victoire, à ma connaissance sans précédent, obtenue par les émeutiers : sous couvert d'astuces juridiques douteuses,

les autorités décidèrent de poursuivre à nouveau les quatre policiers en justice, remettant ainsi en cause l'un des principes fondamentaux de la jurisprudence, selon lequel que nul ne peut être jugé deux fois pour le même crime. Les insurgés de Los Angeles ont montré ce qu'ils n'étaient plus prêts à tolérer et ils ont forcé les classes dirigeantes nord-américaines à reculer précipitamment et à limiter les iniquités de la répression.

Dans tout cela, quel est le rôle des syndicats ? Leurs limites corporatistes les ont généralement empêchés de servir de cadre aux luttes pour l'égalité raciale, l'émancipation des femmes et la disparition d'autres discriminations. Lorsque, au mieux, les directions syndicales acceptent de traiter ces problèmes, elles les relèguent à une place marginale. Après tout, ce sont elles qui se placent en marge de l'un des principaux axes de la lutte de la classe ouvrière.

13

Quelle serait une action syndicale adaptée aux nouvelles circonstances ?

La seule réponse que je puisse vous proposer est loin d'être nouvelle. Louis-Eugène Varlin, relieur, est l'un des noms les plus lumineux du mouvement ouvrier. A l'âge de vingt-cinq ans, il devint le secrétaire de la section française de l'Association internationale des travailleurs, lors de sa fondation ; deux ans plus tard, il fut l'un des rédacteurs des statuts de l'Internationale ; trente-deux ans plus tard, il fut fusillé le dernier jour de la Commune de Paris qu'il servit en tant que membre du Comité central de la Garde nationale et délégué aux Finances, puis aux Subsistances et Intendances.

Dans un article publié en octobre 1869, il écrivit : *«Aujourd'hui, face à l'obstination avec laquelle les détenteurs de capitaux défendent leurs privilèges, la grève n'est plus qu'un cercle vicieux [...]. Le travailleur demande une augmentation de salaire afin de répondre à la famine provoquée par la spéculation ; les spéculateurs répondent à l'augmentation du prix de la main-d'œuvre par une nouvelle augmentation de la valeur des produits. Et ainsi de suite, les salaires et les produits augmentent sans cesse. Pourquoi des ouvriers dévoués, actifs et intelligents consacrent-ils toute leur énergie, toute l'influence qu'ils sont susceptibles d'exercer sur leurs camarades, à poursuivre ce mouvement dont ils savent qu'il n'a pas d'issue ? Pour eux, la question qui se pose avant toute réforme sociale est celle de l'organisation des forces révolutionnaires du travail. Dans toutes les grèves, ce qui nous préoccupe, ce n'est pas tant l'augmentation insignifiante des salaires, la légère amélioration des conditions de travail. Tout cela n'est que secondaire. [...] Le but suprême de nos efforts est le regroupement des travailleurs et leur solidarité¹².»*

Un an et demi plus tard, Varlin expliqua plus en détail : *«Si nous ne voulons pas tout transformer en un État centralisateur et autoritaire, qui nommerait les directeurs des fabriques, des manufactures, des établissements de distribution, qui à leur tour nommeraient les sous-directeurs, les contremaîtres, etc., organisant ainsi le travail de manière hiérarchique, de haut en bas, et laissant le travailleur n'être qu'un simple engrenage inconscient, sans liberté ni initiative, si nous ne voulons rien de tout cela, nous devons admettre que les travailleurs eux-mêmes doivent disposer librement de leurs instruments de travail, les posséder, à condition qu'ils échangent leurs produits au prix de revient, pour qu'il y ait une réciprocité des services entre les travailleurs des différentes spécialités. [...] Mais nous ne devons pas penser qu'une telle organisation puisse facilement s'improviser. Il ne suffit pas d'avoir quelques hommes intelligents, dévoués et énergiques. Il faut surtout que les travailleurs, ainsi appelés à travailler*

¹² Citation extraite de l'article de Jacques Rougerie, «Les sections françaises de l'Association internationale des travailleurs» dans *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement*, CNRS, 1978. (Cette citation, comme la suivante de Varlin, a été traduite du portugais vers le français et n'est donc pas conforme à l'original, *NdT.*)

ensemble, librement et sur un pied d'égalité, soient déjà préparés à la vie sociale. Une des plus grandes difficultés qu'ont rencontrées les fondateurs de toutes sortes de sociétés, ces dernières années, est l'esprit d'individualisme [...]. Eh bien, les sociétés ouvrières, quelles que soient les formes qu'elles revêtent aujourd'hui, ont déjà l'immense mérite d'habituer les hommes à la vie en société et de les préparer ainsi à une organisation sociale plus large. [...] Mais les organisations corporatives (de résistance, de solidarité, les syndicats) méritent avant tout nos encouragements et nos sympathies parce qu'elles forment les éléments naturels de l'édifice social de l'avenir. Ce sont elles qui peuvent facilement être transformées en associations de producteurs. Ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outillage social et l'organisation de la production¹³.»

S'exprimant sans prétention, Varlin a exposé, cinquante ans à l'avance, les principales contradictions du mouvement ouvrier depuis la révolution russe, ses promesses, ses échecs regrettables, son point de reprise.

Louis-Eugène Varlin concevait la lutte comme une pédagogie. C'est pourquoi il ne se souciait pas des revendications ponctuelles, seulement des formes d'organisation qui permettraient une participation maximale de tous les travailleurs. Pour la classe ouvrière, gérer elle-même ses propres luttes est la seule formation permettant d'apprendre à gérer la société et l'économie par la suite. Sans cela, les travailleurs remplaceront simplement certains patrons par d'autres, certains administrateurs par d'autres ; ils rénoveront les classes dominantes et renforceront ainsi le Capital.

Mais comment les syndicats, organes bureaucratiques, pourraient-ils avoir une pratique qui remette en cause leur propre autorité dans les hiérarchies sociales ?

João Bernardo, *Critica marxista*, 1997, vol. 1, n° 4

¹³ *Ibidem.*